



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pole Carrière et Matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 18 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CIMENTS CALCIA

route de chenu
37330 Villiers-Au-Bouin

Références : 2024-332_INSP_RAP_HB_CIMENTS CALCIA

Code AIOT : 0006300672

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2024 dans l'établissement CIMENTS CALCIA implanté LA HUELLERIE 72800 Saint-Germain-d'Arcé. L'inspection a été annoncée le 09/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIMENTS CALCIA
- LA HUELLERIE 72800 Saint-Germain-d'Arcé
- Code AIOT : 0006300672
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la Huellerie, située sur la commune de Saint-Germain-d'Arcé dans le département de la Sarthe (72), est soumise à autorisation par l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 18-04 du 14/08/2018.

La carrière présente plusieurs enjeux écologiques : son arrêté préfectoral d'autorisation prescrit ainsi de nombreuses mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement quant à son réaménagement.

La société Ciment calcia, détentrice actuelle de l'autorisation d'exploiter, a changé de dénomination sociale et se présente désormais sous le nom de Heidelberg Materials France Ciment.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	GARANTIES FINANCIÈRES	Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article CHAPITRE 1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 1.1.1.	Sans objet
3	PLANS	Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 2.4.7.	Sans objet
4	AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 1.2.3.	Sans objet
5	REMISE EN ÉTAT DU SITE	Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 2.5.1.	Sans objet
6	PORTER À CONNAISSANCE	Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 1.6.1.	Sans objet
7	CESSATION D'ACTIVITÉ	Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 1.6.3.	Sans objet
8	INFORMATION DU PUBLIC	Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 21.1.	Sans objet
9	INTERDICTION D'ACCÈS	Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 2.3.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cimenterie de Villiers-au-Bouin est composée du site de l'usine (Villiers-au-Bouin, Indre-et-Loire), de la carrière du Pont-de-Launay (Villiers-au-Bouin, Indre-et-Loire) et de la carrière de la Huellerie (Saint-Germain-d'Arcé, Sarthe). La cessation d'activité de la cimenterie (usine et carrières) devrait avoir lieu en novembre 2025. L'arrêt des activités des carrières devrait avoir lieu en mars 2025.

Dans ce contexte, l'inspection a rappelé les mises à jours, procédures et échéances à appliquer pour la remise en état avant la cessation d'activité.

L'inspection des installations classées propose au préfet de la Sarthe de donner acte à l'exploitant de son changement de dénomination et d'adresse de son siège social.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 1.1.1.
Thème(s) : Situation administrative, EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION
Prescription contrôlée :
La société par actions simplifiée (SAS) CEMENTS CALCIA, dont le siège social est situé rue des Technodes, à GUERVILLE (78 931), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, pour la poursuite de l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire marneux sur le territoire de la commune de SAINT-GERMAIN-D'ARCÉ, au lieu-dit « La Huellerie ».
Constats :
Le 16 mai 2023, l'établissement Ciments Calcia est devenue Heidelberg Materials France Ciment.

Lors de l'inspection, une copie du courrier d'information de changement de dénomination sociale en date du 1^{er} Juillet 2024 adressé à la préfecture de la Sarthe 24 Juin 2024 a été remis. Le Kbis a également été transféré par mail post-inspection.

Ce changement de nom n'est pas un changement d'exploitant et donc non soumis à une autorisation préalable, en application des dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement (justification des capacités techniques et financières).

La société Heidelberg Materials France Ciment, dont le siège social se situe tour Alto 4 place des Saisons à Courbevois (92400), doit être identifiée par un donner acte comme le détenteur de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de calcaire marneux sur le territoire de la commune de SAINT-GERMAIN-D'ARCE, au lieu-dit « La Huellerie ».

Une proposition dans ce sens sera réalisée au préfet de la Sarthe à suivre et l'exploitant en sera informé. L'arrêté préfectoral sera mis à jour dans un arrêté complémentaire ultérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : GARANTIES FINANCIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article CHAPITRE 1.5

Thème(s) : Situation administrative, GARANTIES FINANCIÈRES

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1.5.1. GARANTIES FINANCIÈRES Les garanties financières définies dans le présent arrêté et prévues à l'article R. 516-2 du code de l'environnement, s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2.1 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état optimale du site. [...] ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES La durée de l'autorisation est divisée en six périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état optimale au terme de cette période. Le montant des garanties financières fait l'objet d'un calcul forfaitaire, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009.

Constats :

L'acte de cautionnement solidaire d'un montant de 2 506 991 euros pour la seconde phase d'exploitation qui prend effet à compter du 14/08/2023 jusqu'au 14/08/2028 a été transmis via la préfecture à l'inspection des installations classées. Cependant le détail des calculs et le justificatif des surfaces prises en compte n'avaient pas été transférés avec l'acte par la préfecture. Les éléments ont été présentés lors de l'inspection et transmis par mail post-inspection.

La société bénéficiaire de l'acte de cautionnement solidaire est dénommée Ciments Calcia.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société, ayant changé de dénomination sociale, doit fournir un acte de cautionnement mis à jour de sa dénomination, dès que celle-ci aura été prise en compte par l'administration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : -15 jours

N° 3 : PLANS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 2.4.7.
Thème(s) : Autre, PLANS
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation et n'excédant pas 1/2500 », est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de fouille (avancement de l'exploitation) ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; + la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan : - les zones en cours d'exploitation ; - les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué ; - les zones exploitées en cours de réaménagement ; - les futures zones à exploiter. Ce plan actualisé est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan mis à jour par photogrammétrie en Août 2023 a été transmis à l'inspection des installations classées courant mai 2024. Ce plan au 1/2000 présente les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, les bords de fouille, les courbes de niveau et le périmètre de protection (zone sanctuaire espèces protégées). Les différents plans de phasage ont été présentés lors de la visite d'inspection avec le détail des zones d'exploitation, des zones réaménagées et des niveaux atteints. Le retard dans l'exploitation et les différences de qualité avec le gisement attendu ont été localisés. Les zones non encore exploitées et qui ne seront pas décapées ont été identifiées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 1.2.3.
Thème(s) : Situation administrative, AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION
Prescription contrôlée : Article 1.2.3.1. Production autorisée : Production annuelle de matériaux extraits et commercialisables : - moyenne = 500 000 tonnes ; - maximale = 700 000 tonnes ; [...] Article 1.2.3.2. Tonnage total de produits à extraire autorisé : La quantité totale autorisée de matériaux à extraire s'élève à 15 000 000 tonnes de calcaire, sur la durée totale (30 ans).
Constats : Depuis 2 ans le tonnage extrait déclaré sous GEREP tourne autour des 250 000 tonnes/an de matériaux soit 50 % par rapport à la moyenne des 500 000 tonnes/an prévue dans l'arrêté préfectoral et confirmé par l'exploitant. La qualité attendue du gisement n'est pas présente (magnésie ou couche sableuse) et la demande est en forte baisse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'arrêté préfectoral du site, donné pour 30 ans d'exploitation, devra être revu dès que la décision relative au devenir du site sera arrêtée par l'exploitant, à minima pour prendre en compte l'évolution du phasage et la prise en compte du retard dans l'extraction et le cas échéant la cessation de l'activité et la remise en état associée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : REMISE EN ÉTAT DU SITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 2.5.1.
Thème(s) : Autre, REMISE EN ÉTAT DU SITE
Prescription contrôlée :
L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux plans de phasage d'exploitation et d'aménagement final annexés au présent arrêté ainsi qu'aux dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation de remise en état coordonnée du site, en ce qui n'est pas contraire aux dispositions ci-dessous. Postérieurement à l'exploitation du gisement minéral, les terrains d'emprise de l'installation sont destinés à un usage industriel. Le changement des conditions d'usage est conditionné à une demande formulée par le pétitionnaire, auprès de la préfecture, accompagnée de tous les justificatifs attestant de la compatibilité des terrains avec l'usage souhaité.
Constats :
L'avancement sur la phase 2 de l'arrêté préfectoral (2023-2028) est en retard. L'arrêt de l'exploitation de la carrière de l'Huellerie est envisagé et le reste à exploiter, en fonction de la qualité du gisement, représente une faible quantité (carrière de Pont Launay principale fournisseur de la cimenterie). Certaines zones prévues dans la seconde phase n'ont pas été décapées et ne le seront pas. La remise en état du site doit être réajustée en fonction de l'avancement de l'exploitation et en cohérence avec les mesures ERC liées enjeux principaux du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dès que la décision relative au devenir du site sera arrêtée par l'exploitant, la remise en état du site devra être réajustée en fonction de l'avancement réel de l'exploitation et en cohérence avec les mesures ERC liées enjeux principaux du site. Ces informations devront être formellement portées à connaissance du préfet de la Sarthe avec les éléments d'appréciation ad'hoc (cf. R181-46 + avis propriétaire et maire).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PORTER À CONNAISSANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 1.6.1.
Thème(s) : Situation administrative, PORTER À CONNAISSANCE
Prescription contrôlée :
Tout projet de modification apporté par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou

à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet peut exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié.

Constats :

Une note de cadrage sur la cessation de l'activité de la cimenterie et des carrières avec un planning de réalisation des différentes phases liées à la remise en état et a été transmise par anticipation à l'inspection des installations classées. Cette note n'a pas de caractère officiel.

Un rappel a été réalisé sur les délais et procédures qui doivent être transmises via la préfecture de la Sarthe pour une bonne prise en compte des évolutions souhaitées (pour les évolutions cf. R181-46 et mise en œuvre des dispositions R512-39-1 et suivantes pour la mise à l'arrêt).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : CESSATION D'ACTIVITÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 1.6.3.

Thème(s) : Situation administrative, CESSATION D'ACTIVITÉ

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des mesures définies à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5, les conditions d'usage des terrains, visés par le présent arrêté, à prendre en compte, sont ceux définis à l'article 2.5.1 du présent arrêté. Au moins 6 mois avant l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. [...]

Constats :

La cessation d'activité de la carrière de l'Huellerie est envisagée si l'exploitant actuelle ne trouve pas de successeur pour cette activité. La note de cadrage sur l'accompagnement dans la proposition de réaménagement de la carrière dans le cadre de la cessation d'activité de la cimenterie transmise par l'exploitant avant l'inspection prend en compte cette éventualité et l'anticipe avec la mise en place d'un planning prévisionnel. L'attache du bureau d'étude ENCEM a déjà été prise pour cet accompagnement et l'inspection des installations classées a rappelé les délais liés aux ATTES nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : INFORMATION DU PUBLIC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 21.1.

Thème(s) : Situation administrative, INFORMATION DU PUBLIC

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : + son identité ; + la référence de l'autorisation ; + l'objet des travaux ; + l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site

peut être consulté.
Constats : <p>Sur le chemin d'entrée commun aux deux carrières du groupe, la Huellerie (72) et le Pont Launay (37), un panneau d'information présente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant autorisé pour les carrières à ciel ouvert de calcaire marneux sous le nom de Ciments Calcia ; - les références des deux arrêtés préfectoraux ; - les mairies où sont consultables les plans d'exploitation et de remise en état pour chacune des carrières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Le changement de dénomination sociale de la société déclaré en préfecture au mois de Juillet, suite à l'intégration au sein de la société mère Heidelberg Matériaux, doit être mis à jour sur les panneaux lorsqu'il sera pris en compte par l'administration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : INTERDICTION D'ACCÈS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2018, article ARTICLE 2.3.1.
Thème(s) : Autre, INTERDICTION D'ACCÈS
Prescription contrôlée : <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé. Les entrées du site sont équipés de portails ou de barrières, maintenus fermés, lors de toute interruption de l'activité.</p>
Constats : <p>En dehors des heures d'activité, l'accès est matériellement interdit par un portail avec verrou. Une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est en place autour des zones dangereuses. Les clôtures sont réalisées au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation pour laisser la vocation des terres agricoles en place, au niveau des terrains non exploités.</p> <p>Des pancartes signalant le danger sont apposées au niveau des chemins d'accès, à proximité du périmètre clôturé. Les entrées du site sont équipés de portails ou de barrières, maintenus fermés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Le changement de dénomination sociale de la société déclaré en préfecture au mois de Juillet, suite à l'intégration au sein de la société mère Heidelberg Matériaux, doit être mis à jour sur les pancartes lorsqu'il sera pris en compte par l'administration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite